

**COMMUNE DE BRUAY-LA-BUISSIÈRE**

- :: -

**PERMIS DE CONSTRUIRE 062.178.23.00015**

- :: -

**ARRETE MUNICIPAL N° 2024-93**

- :: -

**Le Maire de la Commune de Bruay-La-Buissière,**

**Vu** le Code général des collectivités territoriales, et notamment son article L 2131.2,

**Vu** le Code de l'urbanisme,

**Vu** le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 07 février 2007, mis en révision le 12 septembre 2011 et rendu exécutoire le 18 mai 2015, modifié le 12 février 2016 et mis à jour le 12 février 2018,

**Vu** la situation du terrain en zone UE du PLU,

**Vu** la demande de permis de construire présentée le 28 novembre 2023, par la SCI RIBETH, représentée par Monsieur Nicolas MERLU, siègeant au 2 rue André Ampère à LARMOR PLAGE (56 260) et enregistrée sous le n° PC 062.178.23.00015,

**Vu** l'objet de la demande :

- La construction d'un immeuble de bureaux et du stationnement (fermé et aérien),
- sur un terrain sis rue Jean Joseph Etienne Lenoir à Bruay-La-Buissière (62 700).
- Repris au cadastre sous la référence 482 ZA 0441,

**Vu** l'avis de dépôt de la demande de permis de construire affiché en mairie dès le 28 novembre 2023,

**Vu** la déclaration préalable n°062.178.16.00094 délivrée le 09 août 2016 pour une division de parcelles,

**Vu** la déclaration en date du 10 octobre 2016 attestant l'achèvement et la conformité des travaux de la déclaration préalable repris ci-dessus,

**Vu** la déclaration préalable n°062.178.23.00132 délivrée le 06 décembre 2023 pour une division de terrain en vue de construire,

**Vu** l'avis de la Direction Régionale des Affaires Culturelles en date du 27 novembre 2009 précisant la fin des fouilles archéologiques,

**Vu** l'avis réglementaire EnvErgo en date du 30 novembre 2023, ci-annexé,

**Vu** l'avis de la Communauté d'Agglomération Béthune-Bruay, Artois, Lys, Romane - service de la collecte des déchets en date du 06 décembre 2023, ci-annexé,

**Vu** l'avis d'ENEDIS en date du 09 janvier 2024, ci-annexé,

**Vu** l'avis de la Communauté d'Agglomération Béthune-Bruay, Artois, Lys, Romane - service de l'eau potable en date du 22 janvier 2024, ci-annexé,

Vu l'avis de la Communauté d'Agglomération Béthune-Bruay, Artois, Lys, Romane - service de l'assainissement en date du 25 janvier 2024, ci-annexé,

**Considérant** qu'aux termes de l'article L 421.6 du code de l'urbanisme : « le permis de construire ou d'aménager ne peut être accordé que si les travaux projetés sont conformes aux dispositions législatives et réglementaires relatives à l'utilisation des sols, à l'implantation, la destination, la nature, l'architecture, les dimensions, l'assainissement des constructions, et à l'aménagement de leurs abords et s'ils ne sont pas incompatibles avec une déclaration d'utilités publique »,

**Considérant** qu'il convient obligatoirement de respecter les avis formulés par les divers services consultés,

#### ARRETE :

**Article 1 :** Le permis de construire est **ACCORDE** sous condition du respect des prescriptions émises par les différents services consultés.

**Article 2 :** La construction devra être implantée conformément au plan masse ci-annexé.

**Article 3 :** La puissance de raccordement pour laquelle ce dossier a été instruit par ENEDIS est de 36 KVA triphasé.

A titre d'information, ENEDIS indique que le site étant déjà alimenté, le coût des travaux sera à la charge du pétitionnaire.

**Article 4 :** Toute pose de clôture devra préalablement faire l'objet d'une déclaration préalable de travaux en Mairie.

**Article 5 :** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal administratif de Lille (5 rue Geoffroy de Saint-Hilaire, CS 62039, 59014, LILLE Cedex), dans un délai de deux mois à compter de sa transmission au représentant de l'Etat dans le Département et de sa publication. La juridiction administrative compétente peut également être saisie par l'application Télécours citoyens, accessible depuis le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

Il peut par ailleurs faire l'objet d'un recours gracieux auprès de l'autorité signataire du présent arrêté. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans un délai de deux mois suivant la réponse au recours gracieux. Une absence de réponse au terme d'un délai de deux mois valant décision implicite de rejet.

A Bruay-La-Buissière, le 26 janvier 2024  
Certifié exécutoire,



Pour le Maire,  
L'Adjointe Déléguée  
Madame Sandrine PRUD'HOMME

## **Remarques :**

### **Taxes et Participations Financières :**

- Le montant de la Taxe d'Aménagement sera notifié ultérieurement par la DGFIP.
- La participation au financement de l'assainissement collectif sera mise en recouvrement par le percepteur.

### **Observations Particulières :**

La commune de BRUAY LA BUISSIERE est répertoriée au Dossier Départemental des Risques Majeurs (DDRM), mis à jour en 2003 par la Cellule d'Analyse des Risques et d'Information Préventive (CARIP) de la Préfecture du Pas de Calais, pour les risques suivants :

- inondations,
  - mouvement de terrains,
  - puits de mines,
  - transport de matières dangereuses,
  - risque de découverte d'engin de guerre,
  - risque de tempête.
- Il y aura lieu de s'entourer des précautions nécessaires.

Enfin, concernant les puits de mines, carrières souterraines, sapes et abris, il est recommandé au pétitionnaire de procéder à des sondages du sol afin de prévenir tout risque d'affaissement de cavités naturelles

### **Durée de validité du permis :**

Conformément à l'article R 424.17 du code de l'urbanisme, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité du permis est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

### **Le (ou les) bénéficiaire du permis peut commencer les travaux après avoir :**

- Adressé au maire, en trois exemplaires, une déclaration d'ouverture de chantier (le modèle est disponible à la mairie ou sur le site internet urbanisme du gouvernement).
- Installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A.424.15 à A.424.19 du code de l'urbanisme, est disponible sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

### **Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :**

- Dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.
- Dans un délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le (ou les) bénéficiaire du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.

### **L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers :**

Elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété et d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

### **Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation :**

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévu par la loi n° 78-12 du 4 janvier 1978 modifiée relative à la responsabilité et à l'assurance dans le domaine de la construction.